

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

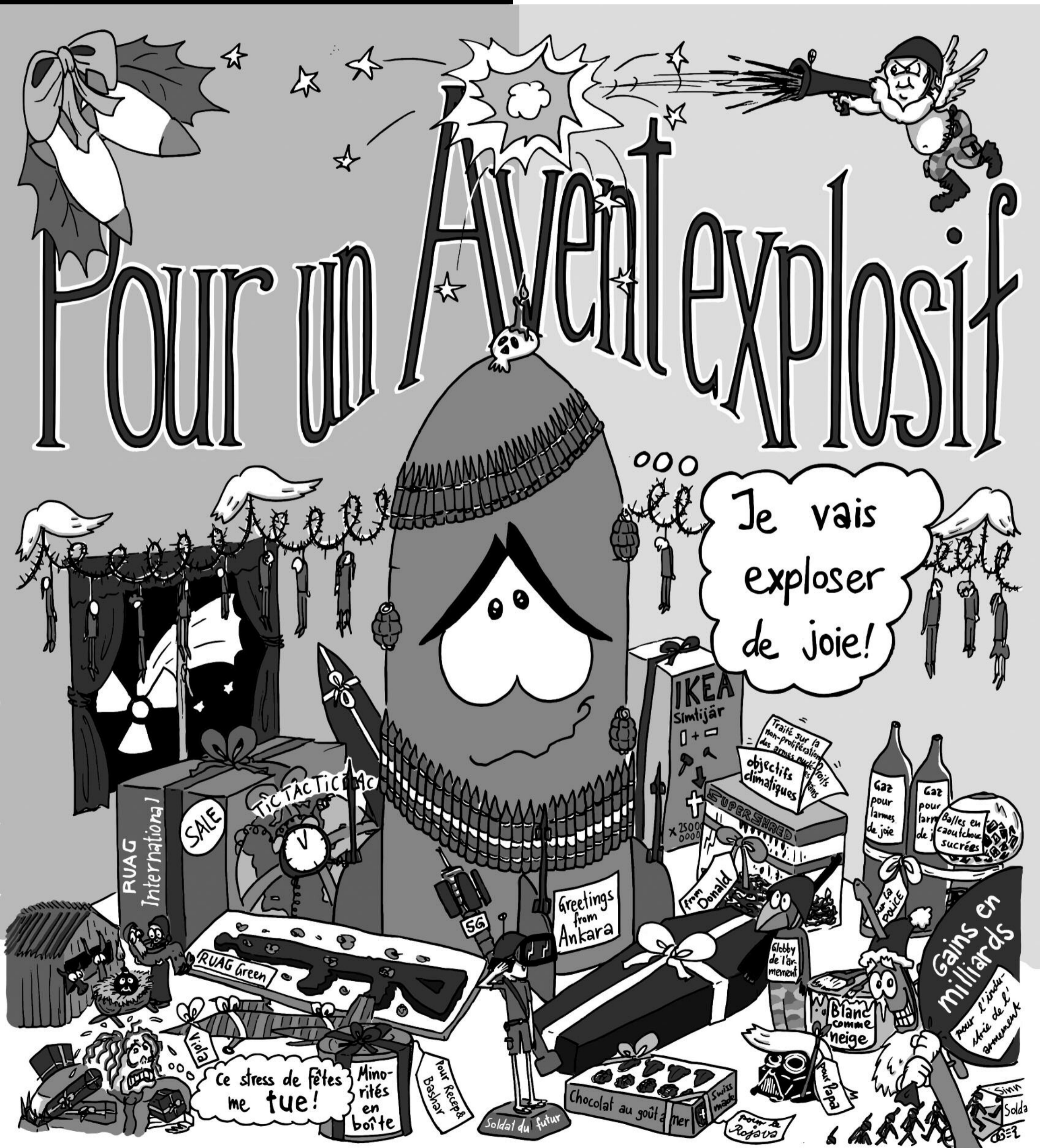
changements d'adresse:
GSSA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSSA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSSA Journal N° 121 Novembre 2019

une Suisse sans armée



Edito

Chère lectrice, cher lecteur,

Les élections sont derrière nous (bilan à la page 3) et nous espérons que la nouvelle assemblée fédérale saura faire preuve de bon sens concernant les sujets chers au GSsA, notamment en ce qui concerne le front bourgeois qui s'est uni pour changer la loi sur le mercenariat en faveur de Pilatus (également à la page 3). Nous reparlerons de mercenariat à la page 5, selon la perspective de l'ONU.

D'autres sujets de politique internationale seront abordés dans ce journal, comme la situation inquiétante à Hong Kong et le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), en page 4. En page 5, nous reviendrons sur les tensions entre l'Iran et les États-Unis et sur un jeu vidéo qui traite de la situation des réfugiés-e-s.

Mais revenons-en à nos projets. L'organisation des référendums contre l'achat de nouveaux avions de combat et contre le durcissement des conditions d'accès au service civil se rapproche. La campagne en faveur de l'initiative contre le commerce de guerre démarrera également prochainement. Vous trouverez toutes les informations à ce propos en pages 6 et 7.

En page 7, nous aborderons aussi les taxes d'exemption, dont le règlement fait l'objet d'un problème de modification, ainsi qu'un sujet malheureusement toujours d'actualité : l'affaire des fiches et l'armée secrète P-26.

Ah et j'oubliais : en avez-vous entendu parler, vous aussi ? Nous nous sommes réjoui-e-s d'apprendre que RUAG a décidé d'abandonner sa division Ammotec et donc la production de munitions. Ou n'était-ce peut-être qu'une mise en scène ? Nous nous pencherons sur cette thématique en page 7, où vous trouverez également nos impressions de la journée portes ouvertes de l'infanterie et du trentenaire de l'initiative visant à abolir l'armée.

Enfin, nous vous présenterons Kishor, nouveau membre du secrétariat de Berne en page 8. Il remplacera Nicolas, qui nous quittera à la fin de l'année. Kishor sait très bien mobiliser les bénévoles et il s'occupera du groupe régional de Berne. A l'instar des groupes de Zurich et de Bâle, il y sera organisé des soirées thématiques (page 3).

Nous vous souhaitons une bonne fin d'année et bonne lecture,

Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

COLOMBIER

Les tentatives de séduction de l'armée

Le samedi 24 août 2019, les portes du château de Colombier se sont ouvertes au public. Cette journée a été organisée en étroite collaboration entre l'Etat de Neuchâtel, l'armée suisse, la police et la commune de Milvignes dans le but de présenter certaines activités de l'armée. Nous étions là pour nous confronter à cet absurde événement. *Par Aline Bressoud*

En 2014, une première journée portes ouvertes du château de Colombier avait été organisée par les autorités cantonales. Ces dernières ont souhaité réitérer cette expérience et pour l'occasion, l'armée a été associée plus étroitement à l'organisation de cet événement. Elle avait, comme le rappelait le lieutenant-colonel Edouard Vifian, comme objectif de « montrer à la population ce que font nos recrues, nos soldats de milice » (Matinale RTN, 02.07.19)... Nous n'avons pas été déçu-e-s du spectacle.

En effet, la quasi-totalité de la manifestation était dédiée à la présentation des activités de l'armée et à l'exposition de l'équipement militaire. Ainsi, après avoir déambulé au milieu des fusils d'assaut et autres lance-grenades et traversé un bivouac, nous avons eu l'honneur

d'assister à une démonstration fictive des activités de l'infanterie 2, basée sur le scénario d'une attaque terroriste.

« Faire de l'armée en s'amusant » pour reprendre les propos de Vifian, voilà donc l'adage de la journée. Les enfants étaient bien entendu le public-cible, et plusieurs joyeuses activités ont été proposées : un atelier grimage, un parcours du combattant où les enfants ont pu s'entraîner à tirer avec de faux fusils ou encore lancer des grenades avec des balles en caoutchouc.

L'écologie au cœur des préoccupations de l'Armée

Le clou du spectacle fût certainement atteint grâce à la possibilité donnée aux visiteurs de faire un tour en char Piranha. Alors que Viola Amherd, dans une interview à la NZZ am Sonntag déclarait que « Le Département fédéral de la défense doit devenir un département exemplaire en matière d'efficacité énergétique et de protection de l'environnement », dans les faits, cette journée a surtout été marquée par un mépris patent de la cause environnementale. En effet, tout au long de la journée, trois chars Piranha n'ont cessé de tourner au centre du terrain du Bas des Allées.

TRENTENAIRE DE L'INITIATIVE POUR L'ABOLITION DE L'ARMÉE

Bilan et perspectives

Il y a 30 ans, la population votait sur la première initiative du GSsA. Depuis, des progrès importants ont été effectués mais le chemin est encore long.

Par Magdalena Küng

La votation du 26 novembre 1989 a déclenché un petit tremblement de terre dans le paysage politique suisse : 35,6 % de la population ont dit « oui » à l'abolition de l'armée. Une grande partie de la majorité bourgeoise en politique n'aurait sans doute même pas imaginé dans ses pires cauchemars qu'un tiers de la population ne veuille plus de l'armée. Pour cette dernière, qui n'avait jamais remis sa propre existence en question, cette nouvelle a été un véritable choc.

La première initiative du GSsA a permis d'en finir avec la surreprésentation du point de vue militaire dans les discussions relatives à la poli-

tique de sécurité, ainsi qu'au sein de la population en général. Elle a facilité la création d'un service de remplacement, le service civil, et a servi de base à une critique institutionnelle de l'armée. La célébration du trentenaire de cet événement nous a donné l'occasion de faire le point sur les étapes de la votation et sur les effets qu'elle a eus. Les nombreux invités ont également discuté de l'avenir et des défis auxquels fait face tout mouvement qui désire établir une alternative à la politique de sécurité bourgeoise. En effet, qu'il s'agisse des coûts exorbitants d'une défense aérienne inutile ou des tentatives d'assouplissement des conditions d'exportation venant de l'industrie de l'armement, une chose est sûre : le travail de GSsA reste important et d'actualité. Le soutien intergénérationnel à notre engagement qui est ressorti de ce jubilé montre qu'il nous faut continuer sur notre chemin avec des solutions créatives, beaucoup d'entraide et juste ce qu'il faut d'obstination.



Le réalisateur Mike Bonanno lors de l'événement Ruag à la gare principale de Zurich
Image : Philip Frowein

THÉÂTRE NEUMARKT ZURICH

RUAG Green ?

Le 9 septembre 2019, une vidéo produite de façon professionnelle et très élaborée est devenue virale. L'entreprise RUAG annonçait qu'elle se rebaptisait RUAG Green et qu'elle avait décidé d'arrêter toute production d'armes. Peu après, le message s'est révélé être une action réussie du Théâtre Neumarkt à Zurich. *Par Lewin Lempert*

Une voix aux accents épiques a lu le message suivant dans une vidéo mise en ligne un lundi matin de septembre : « Nous devons malheureusement constater que nos produits causent d'importants dégâts [...] C'est pour cette raison que nous fermons le département Ammotec

immédiatement et pour toujours. Désormais, la production de RUAG sera uniquement centrée sur le bien-être de l'humanité et de notre planète ». L'entreprise RUAG Green a ensuite déclaré « Nous ferons fondre nos épées afin de construire des parcs éoliens ». Afin de crédibiliser encore davantage cette annonce, une invitation à une conférence de presse à 11h à la gare centrale de Zurich a été envoyée aux journalistes.

C'est lors de la conférence de presse que les journalistes ont réalisé que cette annonce était en réalité une action du Théâtre Neumarkt en collaboration avec le groupe de militant-e-s The Yes Men. Le but de cette action était de montrer des scénarios utopiques et de dénoncer les scandales de RUAG. Récemment, on découvrait par exemple que des grenades pro-

duites par l'entreprise suisse avaient été retrouvées en Syrie. Ainsi, dans le contexte de la privatisation imminente de RUAG Ammotec – c'est-à-dire l'ensemble la division munition de RUAG- cette action ne fait pas uniquement naître des idées utopiques, mais s'attaque aussi à des problèmes d'actualité. Avec la privatisation prévue du secteur des munitions, la dernière possibilité de contrôle par le Parlement et le Conseil fédéral dans un domaine extrêmement sensible s'effondre. Au cours des dernières décennies, l'État, en tant que propriétaire unique de RUAG, a massivement encouragé la production de munitions. RUAG est ainsi devenu l'un des leaders mondiaux dans ce domaine. A présent, Ammotec sera tout simplement vendu au plus offrant, ce qui ouvre la porte à des pratiques entrepre-

neuriales encore plus problématiques, comme par exemple, la construction d'une usine de munitions au Brésil. RUAG avait déjà voulu par le passé mener à bien ce projet, mais le Conseil fédéral l'en a empêché au dernier moment, grâce notamment aux pressions extérieures. La situation actuelle démontre que RUAG ne devient donc pas plus verte, mais une entreprise privatisée avec encore moins de scrupules. Grâce à l'action du théâtre Neumarkt, cet abus a pu être dénoncé devant une large audience. Pour le GSsA, une chose est sûre : il serait largement préférable pour notre planète, l'environnement et pour nous, êtres humains, que l'utopie de RUAG Green devienne réalité.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Élections fédérales 2019

Le ver vert élevé en air libre et climatiquement neutre a dévoré la pomme de l'UDC. Les Verts gagnent l'élection historique marquée par les thèmes climatiques et féministes. *Par Moritz Lange*

La fameuse vague verte a déferlé sur le Conseil national. Les Verts ont gagné 17 sièges pour se porter à 28 sièges, soit seulement un de moins que le PLR. Les Vert'libéraux sont également sortis gagnants de ces élections avec 9 sièges en plus et un total de 16 mandats. Ces résultats

sont très positifs pour le débat autour du climat. Mais qu'en est-il des positions du GSsA dans ce nouveau Parlement ? La consultation des profils smartvote des nouveaux élus nous permet de tirer les conclusions suivantes :

- Durcissement de la loi sur le service civil : c'est le sujet pour lequel, la situation se présente le plus en notre faveur. Le projet du Conseil fédéral, qui a pour but de durcir les conditions d'accès au service civil, a été accepté par le Conseil des États par 32 voix favorables. Durant la session d'hiver, il sera

discuté au sein du Conseil national nouvellement constitué. Tou-te-s les représentant-e-s des Verts et des Vert'libéraux s'opposent au projet. En s'alliant au PS et à quelques membres d'autres partis, ils pourraient réussir à obtenir un rejet.

- Exportations d'armes : ici, les perspectives ne sont pas aussi réjouissantes. Bien que les Verts soutiennent une interdiction totale d'exportation, ce n'est pas le cas pour le PVL et encore moins des partis restants. Néanmoins, il y a tout de même un aspect positif : une majorité du Conseil national s'oppose à l'exportation d'armes vers des pays en guerre civile.

- Avions de combat : le groupe parlementaire des Verts s'oppose à l'acquisition de nouveaux avions de combat. C'est le seul parti avec le PS à défendre cette position, une majorité du PVL étant en faveur de l'achat de nouveaux avions.

Pour finir, toutes nos félicitations aux secrétaires du GSsA qui se sont porté-e-s candidat-e-s : Lewin Lempert, Magdalena Küng, Jean Burgermeister et Thomas Bruchez ! Malheureusement, ils n'ont pas été élu-e-s, ce qui ne nous empêche pas de leur dire un grand bravo pour leurs résultats. Lewin a obtenu 63'043 voix à Zurich, Magdalena 13'092 en Argovie, Jean 4'917 à Genève et Thomas 1'556 à Genève également.

GROUPE RÉGIONAL DE BÂLE

Climat et conflits : un large sujet de discussion

Le groupe régional de Bâle s'est réuni il y a quelques semaines pour discuter des liens entre crise climatique et conflits armés.

Résultat : une soirée entre sentiment d'impuissance et volonté de faire changer les choses. *Par Magdalena Küng*

Lorsqu'il est question de crise climatique, réunir une poignée de personnes autour d'une table suffit pour susciter une passionnante discussion durant toute une soirée. Pour le GSsA, la question n'est pas seulement de savoir quelles sont les meilleures solutions pour prévenir l'effondrement imminent des systèmes écologiques. Elle n'est pas uniquement celle de clarifier comment faire face aux forces bourgeoises qui, ces dernières décennies, ont systématiquement refusé de réduire leur consommation personnelle au profit de l'environnement, et, aujourd'hui, assurent que la responsabilité individuelle sera la solution magique au problème tout en rejetant le moindre changement structurel. Pour le GSsA, deux aspects importants manquent à être abordés dans les débats actuels. D'une part, la crise climatique est un risque pour la sécurité mondiale auquel aucune armée n'est en mesure de répondre. D'autre part, une politique de sécurité misant sur l'armée induit inévitablement une pollution sup-

plémentaire de l'environnement, au lieu de participer à sa préservation.

La politique climatique fait partie de la politique de sécurité

Les côtes inondées, les sols desséchés et la rareté des ressources sont des effets secondaires du changement climatique. Elles relèvent d'un lien de causalité entre le climat, les migrations et les conflits. Dans divers milieux, cela n'est pas remis en question. Cependant, l'étape suivante, soit reconnaître que la politique de sécurité doit être définie différemment, constitue un pas que beaucoup peinent à franchir. Les politiques de

sécurité sont encore et toujours mises en œuvre de manière réactive plutôt que préventive. Pour s'en donner une idée, comparons les chiffres de quelques budgets. L'institut de recherche sur la paix SIPRI a calculé, par exemple, que les dépenses pour l'armement militaire s'élevaient à 1822 milliards de dollars en 2018. De son côté, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) prévoit un budget de 161 millions d'euros pour les années 2020-2021. Ces chiffres ne sont, en soi, pas directement comparables, car les plans financiers nationaux en matière de climat doivent être ajoutés au budget de la CCNUCC.

Cette dernière est cependant, ni plus ni moins, chargée de soutenir les États membres dans la mise en œuvre des objectifs climatiques et d'apporter « the global response to the threat of climate change », comme l'indique son site internet. Son efficacité dépend donc directement des fonds dont elle dispose.

Le fait que l'orientation de la politique de sécurité soit erronée n'est malheureusement qu'un aspect du problème. Les 1822 milliards consacrés à l'armement et à l'équipement militaire financent l'une des industries les plus sales qui soit, également en termes d'impact environnemental. Les politicien-ne-s ignorent le fait que le changement climatique entraîne des problèmes urgents en matière de sécurité qui sont eux-mêmes amplifiés par la politique sécuritaire actuelle, aussi longtemps qu'aucun pays au monde ne mettra un frein à la course internationale aux armements.

Le groupe régional a également parlé, si ce n'est que brièvement, de la manière dont on peut se mobiliser en faveur du climat et d'une politique de sécurité durable compte tenu de la complexité du système et d'échéances toujours plus courtes. Tou-te-s s'accordaient sur un point : rien faire n'est pas une alternative.



PILATUS

Les bourgeois, saints patrons de Pilatus

La décision du DFAE de mettre fin aux services de Pilatus en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (EAU) a provoqué un tollé au sein de la droite parlementaire. De son côté, grâce à un recours déposé devant le Tribunal administratif fédéral, Pilatus obtient un report jusqu'à ce qu'une décision soit rendue. *Par Judith Schmid*

Les réactions n'auront pas tardé : l'interdiction prononcée par le DFAE à l'encontre de Pilatus a provoqué une vague d'indignation, surtout en Suisse centrale. Le Conseil fédéral a dû faire face à de nombreuses protestations lors de son voyage annuel à Stans. Des panneaux de protestation portaient des messages tels que « Berne détruit des emplois ». Fin août, le gouvernement de Nidwald s'est rendu à Berne

pour exprimer son mécontentement à l'égard de la décision du DFAE aux conseillers fédéraux Cassis et Parmelin qui semblaient – sans surprise – être ouverts à la discussion.

Le Yémen, qu'est-ce que c'est ?

Une grande partie des représentant-e-s bourgeois-e-s soutient également le constructeur d'avions. Peter Keller (UDC) et Hans Wicki (PLR) ont chacun déposé des motions, l'une auprès du Conseil national et l'autre auprès du Conseil des États. Elles visent toutes deux la Loi sur le mercenariat et ont été signées par de nombreuses personnes. Elles réclament la modification de la loi, qui n'a été adoptée qu'en 2015. Selon Wicki, celle-ci causerait « des dommages considérables à l'économie suisse », alors que pour Keller, « l'interprétati-

on extrême » de la loi « frappe de plein fouet l'industrie suisse en mettant en péril de nombreux emplois, le savoir-faire technologique et le site de production suisse ». Mais jusqu'à présent, personne ne s'est soucié de la guerre au Yémen ayant déjà fait environ 200'000 morts, ni du rôle qu'y jouent l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. C'est bien pourtant aux armées de ces deux pays que Pilatus apporte son aide. La droite argumente de façon – venant d'elle – cohérente et attendue, mais elle fait preuve surtout d'une choquante ignorance. Les deux motions seront probablement examinées au cours de la session d'hiver et donc par un Parlement nouvellement élu. Il ne nous reste plus qu'à espérer que nous pourrions déjà récolter les premiers fruits d'une présence croissante de la gauche dans l'hémicycle et que

ces deux objets seront rejetés. Et si ce n'était pas le cas, l'éventualité du lancement d'un référendum afin d'éviter un changement de loi aussi opportuniste, n'est pas exclue.

Report de l'interdiction

Pendant ce temps, Stans pousse un soupir de soulagement. En septembre, le Tribunal administratif fédéral a décidé que Pilatus pouvait continuer à fournir ses prestations dans les deux pays du Golfe jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise, alors qu'en début d'été, il était encore question d'un délai de 90 jours durant lequel Pilatus aurait dû cesser ses activités. La question de savoir si l'affaire aura des conséquences pénales pour l'entreprise reste toutefois ouverte, car la plainte déposée par le DFAE auprès du Ministère public de la Confédération n'a pas encore été examinée.

TRAITÉ FNI

La folie du nucléaire

Cet été, les États-Unis sont sortis du traité FNI. Sur une base militaire russe, un accident nucléaire s'est produit et ses effets restent inconnus. En outre, nous continuons à produire des missiles de courte portée équipés d'ogives nucléaires qui peuvent parcourir des distances toujours plus grandes. Pour quel impact géopolitique ?

Par Martin Parpan

Début août, les États-Unis ont mis fin au traité FNI (forces nucléaires à portée intermédiaire). Ce traité a été conclu en 1987 entre les États-Unis et l'Union soviétique. Les deux parties se sont engagées à s'abstenir d'utiliser des missiles balistiques et de croisière lancés depuis le sol d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres, marquant ainsi la fin de la guerre froide. En août dernier également, un accident s'est produit dans une base militaire de l'Arctique

russe. Des isotopes radioactifs se sont échappés et cinq scientifiques sont morts dans l'explosion. Mais nous ne savons toujours rien des effets de cet événement en matière de santé et sur l'environnement. Faisant l'objet d'une couverture médiatique moindre, les investissements dans l'armement nucléaire se poursuivent au travers du monde durant ce temps. La Corée du Nord, par exemple, a investi beaucoup d'énergie dans le développement de son arsenal de fusées, parmi lesquelles des ogives nucléaires si petites qu'elles peuvent être transportées avec des missiles intercontinentaux.

Toujours la même chose

Ces événements et développements sont très inquiétants. D'une part parce que nous vivons à une époque où les personnes aux pouvoirs sont, pour la plupart, des égomaniaques narcissiques, que l'on préférerait ne pas voir sur la

scène politique mondiale et encore moins contrôler des armes nucléaires. D'autre part, en ces temps d'incertitude politique croissante, il apparaît clairement que la réponse politique à l'escalade militaire et aux provocations n'est pas la désescalade et l'appel au désarmement. Au contraire, on observe une dynamique d'achat d'armes et d'augmentation des budgets de défense. La devise semble être la suivante : la seule réponse à un potentiel destructeur plus élevé est un potentiel destructeur encore plus élevé. D'ailleurs, les chiffres le prouvent : d'après l'institut suédois de recherche sur la paix SIPRI, les dépenses militaires mondiales s'élevaient à environ 1740 milliards de dollars l'année dernière. Un montant sans précédent depuis la guerre froide. Dans le sillage des géants de l'armement que sont les États-Unis, la Chine et la Russie, les partis de droite en Europe profitent également de l'occasion pour se joindre à l'industrie de l'armement et exiger des dépenses plus élevées en matière de défense militaire et de politique d'armement. Ils sont soutenus par Donald Trump, qui exige que les

États membres de l'OTAN augmentent leur budget militaire à au moins 2 % du revenu national brut. La droite réinterprète les investissements dans l'industrie militaire comme une mesure de solidarité pour une politique de sécurité commune en Europe. Il s'agirait de répartir les charges pour pouvoir tenir tête, par exemple, à la Chine. L'argumentation des représentants des partis bourgeois en Suisse est un peu différente, elles et ils soulignent que les bouleversements géopolitiques et la perte d'influence des États-Unis doivent encourager la Suisse à se recentrer sur une politique de défense indépendante. Cette atmosphère a permis à Viola Amherd d'exiger un budget militaire de 6 milliards de francs, sans que cela ne choque la majorité au Parlement, qui considère au contraire cette décision comme une étape nécessaire en ces temps incertains. Cette logique rappelle celle des lobbies de l'armement aux États-Unis, qui exigent que, après un énième massacre dans une école, les enseignant-e-s soient armé-e-s. Logique, non ?

HONG KONG

Des armes suisses contre la démocratie

Des armes suisses se retrouvent une fois de plus entre les mains des forces de sécurité qui utilisent la force armée contre la population civile. Le GSsA demande l'interdiction d'exporter du matériel de guerre vers Hong Kong et la Chine.

Par Andreas Weibel

Le 1er octobre 2019, la Chine fêtait ses 70 ans d'existence. 15'000 soldats ont défilé sur la place Tiananmen à Pékin, 180 avions, 580 chars ont notamment pris part à la parade. Le président Xi Jinping, faisant figure d'homme fort, souhaitait une démonstration de force de la part de l'armée.

Pendant ce temps-là, à Hong Kong, des dizaines de milliers de personnes manifestaient contre le gouvernement local et l'influence de Pékin,

ce qui donna lieu à de violents affrontements. Un policier a sorti une arme à feu et a tiré une balle dans l'épaule d'un manifestant. La victime a chancelé et est tombée au sol gravement blessée.

Manque de démocratie

L'histoire de Hong Kong est mouvementée. Pendant la Première guerre de l'opium, en 1861, la Grande-Bretagne a occupé la ville dans le sud de la Chine et a déclaré la région colonie de la Couronne. À la fin du XIXe siècle, la Grande-Bretagne a loué des terres supplémentaires à la Chine autour du centre de Hong Kong pendant 99 ans. Au milieu des années 1980, les deux puissances ont signé un traité scellant le sort de Hong Kong. La Grande-Bretagne a ainsi restitué la ville à la Chine en 1997

mais celle-ci a obtenu un statut de zone administrative spéciale. Hong Kong a pu bénéficier d'une large autonomie vis-à-vis de la Chine, ainsi que des garanties en termes de droits humains et un système d'économie de marché pour 50 années supplémentaires. Les termes de l'accord étaient résumés dans la doctrine « Un pays, deux systèmes ».

Malgré ces garanties, Hong Kong n'est toujours pas une démocratie à part entière. À l'époque, en tant que colonie de la Couronne, un gouverneur nommé par Londres régnait sur la ville, à la manière d'un dictateur bienveillant. Le parlement actuel de Hong Kong – le Conseil législatif – est un étrange mélange de représentants directement élus et de représentants nommés par des associations professionnelles et des entreprises. Par exemple, les

bureaux d'architecture désignent l'un des 70 parlementaires, tout comme les compagnies d'assurance et l'industrie du vêtement.

Protester avec des parapluies

Depuis plusieurs années déjà, de larges couches de la population de Hong Kong réclament davantage de démocratie, en particulier une élection entièrement libre du Conseil législatif. Les parapluies sont devenus un symbole du mouvement, ils sont utilisés non-seulement pour se protéger de la pluie et du soleil, mais aussi contre le spray au poivre et les caméras de surveillance.

Les manifestations de masse de ces derniers mois protestaient également contre le rapprochement entre Carrie Lam, la cheffe du gouvernement de Hong Kong, et Pékin. En particulier, les manifestant-e-s ont dénoncé la nouvelle loi sur l'extradition des suspects vers le gouvernement central chinois. Il est clair pour toutes les parties concernées que les événements d'aujourd'hui auront des répercussions sur ce qui se passera dans 30 ans, lorsque le contrat entre la Chine et la Grande-Bretagne arrivera à échéance. La mobilisation de la population est donc aussi une lutte pour les libertés et la participation démocratique à l'avenir.

Les armes suisses

Au cours des dix dernières années, la Suisse a vendu des fusils, des munitions et des appareils de vision nocturne à la police de Hong Kong pour des centaines de milliers de francs. Et le SECO, l'autorité qui délivre les licences d'exportation de matériel de guerre, a annoncé qu'il continuerait à examiner les demandes d'exportation et, le cas échéant, à les approuver. Le GSsA exige donc d'interdire la livraison d'armes à la Chine et à Hong Kong. Il est évident qu'il existe un risque que la police utilise le matériel contre des civils.

On aurait pu se douter il y a des années déjà que des conflits surgiraient au sujet de l'avenir de l'ancienne colonie britannique. Le fait que le SECO octroie néanmoins des autorisations d'exportation d'armes montre que les autorités suisses ne veulent pas ou ne sont pas en mesure de prévoir de tels conflits. Il est temps que cela cesse, chacun-e doit pouvoir descendre dans la rue pour défendre ses droits sans craindre d'être tué.

Une rue pleine de parapluies, symbole des manifestations à Hong Kong.

Image : Pasu Au Yeung/Wikimedia Commons



IRAN

Jusqu'où ira l'escalade ?

La tension entre l'Iran et les USA a connu une recrudescence inquiétante depuis juin 2019. Elle fait craindre un conflit militaire. Une guerre entre les deux pays serait sans aucun doute particulièrement meurtrière. Si l'accession de Trump à la présidence des Etats-Unis a grandement participé à la détérioration des relations avec l'Iran, le pays est dans le viseur des faucons américains depuis de nombreuses années.

Par Jean Burgermeister

Le 13 juin, deux pétroliers (norvégien et japonais) sont attaqués dans le détroit d'Ormuz. Si l'attaque n'a pas été revendiquée, le président américain accuse ouvertement l'Iran. Ces dé-

clarations ravivent les tensions déjà vives. Alors que les américains déploient un millier de soldats supplémentaires dans la région, l'Iran annonce qu'il a abattu un drone américain qui survolait son territoire. Trump annonce alors une réponse militaire qui n'aura finalement pas lieu : alors qu'il aurait ordonné des frappes sur les sites militaires stratégiques, il déclare avoir renoncé à la dernière minute. Après une courte accalmie estivale, les fronts se durcissent à nouveau. Le 14 septembre, des drones attaquent deux sites pétroliers d'Arabie Saoudite. Si l'opération est revendiquée par des rebelles Houthis du Yémen, les Etats-Unis dénoncent une opération orchestrée depuis Téhéran et agitent la menace de nouvelles

sanctions. La crise continue donc de se durcir, faisant craindre une déflagration militaire à moyen terme.

Déjà en 2018, Trump annonçait que les Etats-Unis quittaient l'accord avec l'Iran qui avait été négocié par son prédécesseur Barack Obama. De lourdes sanctions économiques ont alors été appliquées à l'Iran, avec des conséquences désastreuses sur l'économie du pays. Mais les tensions sont bien antérieures encore. Depuis la révolution de 1979, les deux pays entretiennent une hostilité, bien qu'elle puisse varier d'une année à l'autre. Ainsi, lorsque George W. Bush dénonce l'« axe du mal », il y place l'Iran au même titre que l'Irak. Il faut dire que le contrôle de la région est une priorité stratégique pour les Etats-Unis depuis le sortir de la Deuxième Guerre mondiale, afin d'avoir un contrôle sur le « robinet de pétrole »

du monde, l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la voie pacifique semble dangereusement compromise. En se retirant unilatéralement de l'accord avec l'Iran et en imposant de nouvelles sanctions, les Etats-Unis ont rendu impossible le dialogue avec le gouvernement Iranien. Ce dernier ne peut en effet s'asseoir à la table des négociations dans ce contexte, craignant que cela passe pour une capitulation devant ce qui est présenté comme une agression. La stratégie de Trump vise à « mettre l'Iran à genoux » selon ses propres termes afin de renégocier un accord plus favorable aux USA. Pour l'instant, peu de pays ont rejoint les Etats-Unis dans ces accusations et menaces à l'encontre de l'Iran, seuls l'Arabie Saoudite et le Royaume-Uni ont emboîté le pas à Trump.

CRITIQUE DE JEU VIDÉO

This War of Mine

This War of Mine est un jeu vidéo créé par le développeur polonais 11 Bit Studio. Il s'agit d'un jeu anti-guerre comme on en trouve peu et qui montre de façon impressionnante les horreurs de la guerre. Le divertissement, lui, n'est pas au rendez-vous. Par Michael Christen

Le but du jeu est de montrer comment les civils vivent la guerre. Dans l'un des scénarios, les deux personnages principaux sont Adam et sa fille Amélie. Au début, ils se trouvent dans une maison à moitié bombardée qui leur servira de cachette. Amélie est très malade et reste tout le temps au lit. Elle ne peut donc pas aider son père à agrandir l'abri, à chercher de la nourriture ou à cuisiner. Celui-ci doit tout faire tout seul, ce qui est d'autant plus problématique qu'il ne peut quitter la planque uniquement lorsqu'il fait nuit. Pendant la journée, le danger d'être abattu par des snipers est trop grand. Mais comme sa fille est malade, le père ne peut la laisser seule. Cela signifie qu'il ne peut pas entrer par effraction dans d'autres maisons ou dans des magasins pendant la nuit pour chercher de la nourriture ou des médicaments, comme le voudrait le jeu. Un beau jour, un commerçant du marché noir toque à la porte

d'Adam et Amélie et le père doit échanger la plus grande partie de la nourriture et de l'eau contre un médicament pour sa fille. Après trois nuits blanches (le père ne peut pas dormir, car il doit monter la garde la nuit), Adam s'effondre et le lendemain sa fille disparaît. Adam soupçonne son frère, avec qui il est en désaccord depuis longtemps, d'être entré par effraction la nuit et d'avoir emmené Amélie avec lui dans l'espoir de pouvoir traverser le couloir humanitaire, dont l'existence n'est pas prouvée, grâce à l'enfant. À présent, Adam doit retrouver sa fille. Après plusieurs nuits, il rencontre enfin quelqu'un qui pourrait lui dire où se trouve sa fille. Seul problème : cette personne ne donnera l'information qu'en échange de nourriture. Pour en trouver, Adam entre par effraction dans l'aéroport durant la nuit. Là, d'autres dangers mortels le guettent. Y survivra-t-il ? Dans une interview, quelqu'un a demandé au développeur du jeu, si celui-ci étant censé être divertissant. Sa réponse était : « Non, ce jeu est une expérience, une expérience désagréable, mais qui vaut la peine d'être vécue. »

This War of Mine est disponible sur la plateforme Steam pour la Playstation 4 et la Xbox One.



Capture d'écran « This war of mine ».

PRIVATE MILITARY COMPANIES

L'hypocrisie suisse concernant les sociétés militaires privées

Du 13 au 17 mai 2019, une délégation du Groupe du Travail des Nations Unies sur l'utilisation de mercenaires a effectué une visite officielle en Suisse. La délégation souhaitait évaluer les mesures mises en place pour relever les défis posés par le mercenariat et les sociétés militaires privées (SMP). Une analyse du cadre législatif a été mise en œuvre afin d'observer l'impact de cette réglementation sur les droits humains. Par Aline Bressoud

L'émergence des sociétés militaires privées à la fin de la guerre froide s'inscrit dans une tradition néo-libérale qui considère le secteur privé comme plus efficace que le secteur public. Ce changement de paradigme a en partie trans-

formé le rôle traditionnel de l'Etat, défini par Weber comme le seul détenteur légitime de la force et de la violence à l'intérieur et hors de ses frontières (Weber 2003). Or, le recours à des contractuels employés par des sociétés militaires privées entraîne de nouveaux questionnements à propos de la légitimité démocratique et de la responsabilité de ces entreprises dans la participation à des conflits internationaux. Ces questions sont d'autant plus préoccupantes que ces dernières années, de nombreuses SMP se sont retrouvées au cœur de scandales.

Dans ses conclusions préliminaires, la délégation a souligné le rôle non négligeable de la Suisse dans l'élaboration d'initiatives en matière de réglementation des entreprises militaires et de sécurité privée. En effet, la Suisse a participé

à la réalisation du Document de Montreux et du Code de Conduite international des prestataires privés de services de sécurité. Elle préside également les Principes volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme. Ces initiatives contribuent à une prise de conscience des responsabilités de ces SMP en matière de respect des droits humains et de prévention des abus commis par le personnel.

La Suisse ne prend pas ses responsabilités à l'intérieur de ses frontières

Néanmoins, la délégation a également émis de nombreuses critiques concernant la Loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger (LPSP). En effet, même si l'un des objectifs est de garantir le respect du droit

international et en particulier des droits humains (art 1 let. d), il n'existe actuellement aucun mécanisme de surveillance. De plus, la loi ne définit pas clairement les tâches de sécurité pouvant être déléguées par les autorités publiques à des prestataires privés. Cette situation est d'autant plus inquiétante que dans de nombreux cantons, il n'existe pas de base juridique spécifique relative aux activités de ces sociétés. Ainsi, et comme le rappelle la délégation, « plusieurs parties prenantes ont exprimé des préoccupations quant au fait que certains clients publics pourraient décider d'attribuer des contrats de sécurité privée à des entreprises dont les normes sont inadéquates, mais qui sont financièrement plus concurrentielles ».

SERVICE CIVIL

Le Conseil des États soutient la réforme

Alors que le Conseil des États fait bon accueil à la proposition de détérioration des conditions d'accès au service civil, le DDPS a retrouvé les chiffres des effectifs complets de l'armée, supposément menacés. Point de situation sur une réforme qui prend la forme d'une remise à l'ordre.

Par Nicolas Félix

Le 11 septembre dernier, le Conseil des États plébiscitait par 26 voix contre 11 et deux abstentions le projet du Conseil fédéral visant à détériorer les conditions d'admission au service civil. Objectif affiché, préserver les effectifs de l'armée en enrayant le nombre d'admissions au service civil dont la progression lors de la dernière décennie effraie. Sans prendre le recul nécessaire à l'analyse de l'affaissement de la

courbe de ces admissions entre 2017 et 2018, et en l'absence de rapports laissant présager des effets « positifs » des mesures proposées sur les effectifs de l'armée, les député-e-s agissent dans la précipitation et au doigt mouillé. Hasard du calendrier, le DDPS annonçait sept jours plus tard, après deux ans d'interruption, la reprise du décompte complet des effectifs de l'armée.

Une mise au pas

Selon cette récente publication, les effectifs réels de l'armée s'élèvent très précisément à 140'304 soldat-e-s pour un effectif réglementaire fixé à 100'000 conscrit-e-s lors de la dernière réforme de l'armée. Dans ce contexte, l'urgence – continuellement invoquée lors des délibérations – à laquelle cède le Conseil des

États interpelle, de même que son assentiment en premier ressort à des mesures profondément négatives, voire tout simplement punitives. Ainsi, selon les termes pas même voilés de nombre de député-e-s, il est ici davantage question de corriger les prétendues déviations du service civil que de promouvoir le service militaire. C'est à se demander si le soutien à cette réforme ne tient pas avant tout d'un ressentiment viscéral persistant à l'égard de celles et ceux pour qui se rendre utile ne se conjugue pas avec le port de l'uniforme gris-vert.

La société perdante

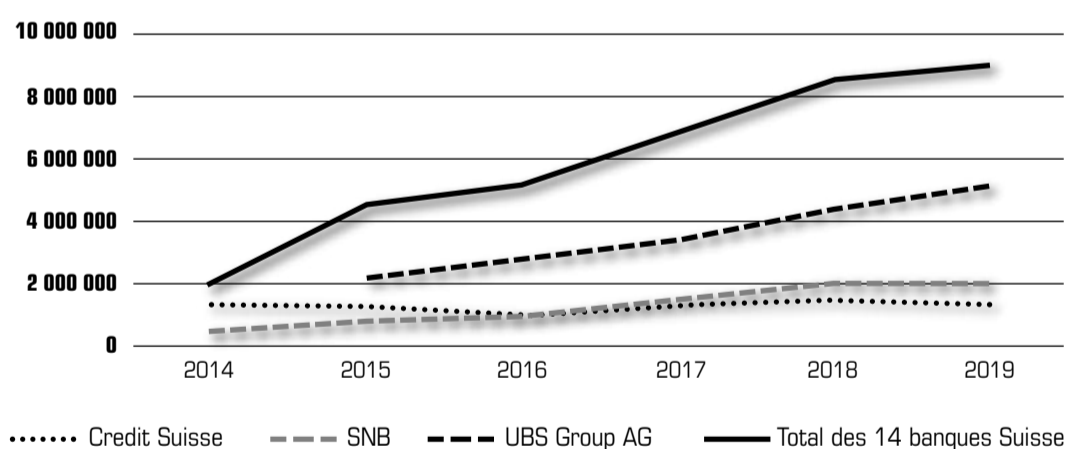
Toujours selon ces chiffres, les fameuses « pertes d'effectifs » de l'armée pour l'année 2018 sont constituées de trois groupes de proportion égale. Un premier tiers de conscrits opte dès le

recrutement pour le service civil. Trois autres milliers d'appelés quittent la troupe pour des raisons de santé. Quant aux personnes composant le dernier tiers, elles deviennent civilistes après le recrutement. Or, c'est en ce dernier groupe que les soutiens à la réforme placent leurs espoirs de relève et instituent à l'encontre de ceux qui le composent, un durcissement des conditions d'accès au service civil afin de les dissuader de quitter les rangs. Aucune garantie cependant que le résultat de la manœuvre profite aux effectifs de l'armée. En effet, le risque n'est pas nul de voir ces soldats se résoudre à la voie bleue, privant au passage de leur service la société civile. C'est donc cette dernière qui pourra être annoncée grande perdante de la réforme si, en décembre, le National consent à son tour à la réforme. A moins de contrer ensemble ce projet, par un référendum !

FINANCEMENT DE MATÉRIEL DE GUERRE

La BNS investit massivement dans l'industrie de la mort

En 2019, la BNS a porté sa participation aux entreprises américaines d'armement à plus de deux milliards de francs. Si le montant est comparable à celui de 2018, il illustre un investissement important et en hausse ces dernières années. On peut légitimement questionner ce choix de la part d'une banque nationale d'un pays neutre. Il rappelle en tout cas l'importance de l'initiative contre le commerce de guerre, lancée par le GSsA, qui demande l'interdiction de tels investissements. Par Jean Burgermeister



Au premier janvier 2019, la BNS possédait plus de 2 milliards d'actifs dans l'industrie militaire américaine ! Ce sont les chiffres révélés par le gendarme boursier américain (Securities and Exchange Commission). Un montant qui interpelle, surtout que la tendance ces dernières années est à la hausse. Le montant de janvier 2019 est plus de quatre fois supérieur à celui de janvier 2014 (459'692 fr.) ! Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un cas isolé puisque le total des investissements des fonds suisses dépasse les 9 milliards, un chiffre qui ne cesse de progresser.

Des centaines de millions pour l'arme nucléaire. Sans surprise, les actifs les plus importants de la banque nationale – pour près de 700 millions – concernent le groupe Boeing. Une entreprise active notamment dans la production d'armes atomiques et qui fabrique les bombardiers B-52 (capables d'envoyer des missiles de croisières nucléaires). On retrouve également Honeywell International – pour près de 400 millions d'actifs –

qui produit environ 85 % des composants non-nucléaires de l'arme atomique américaine.

Mettons fin au financement des armes

On ne peut qu'imaginer la taille indécente du portefeuille militaire de la BNS à l'échelle globale. En effet, les données pour les autres pays ne sont pas disponibles et la banque se garde bien de communiquer à ce sujet. L'ampleur de cette participation au commerce de la guerre semble difficile à justifier pour la banque nationale d'un pays neutre. Ces chiffres colossaux rappellent l'importance de l'initiative « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre », lancée par le GSsA et qui vise précisément à mettre un terme à ces investissements. Car contrairement à ce que peut dire la BNS, il ne s'agit pas d'une obligation mais d'un choix. L'exemple des banques scandinaves, qui se sont retirées du marché de l'armement, en témoigne.

AVIONS DE COMBAT

Le Conseil des États dit OUI aux nouveaux avions de combat

Lors de la session d'automne, le Conseil des États a approuvé l'achat de nouveaux avions de combat. Il a transmis la proposition au Conseil national avec 32 voix contre 6, avec 6 abstentions. Sur la question des affaires compensatoires, une majorité bourgeoise s'est imposée, contre la volonté de la Conseillère fédérale Viola Amherd.

Par Lewin Lempert

Les choses avancent. Après des années de bataille politique sur l'acquisition de nouveaux avions de combat et après l'élection de Viola Amherd, qui a même entraîné un changement à la tête du département du DDPS, le Conseil des États, a donné son aval au projet d'achat. Le Conseil national devrait se prononcer sur le projet de loi au cours de la session d'hiver,

ce qui signifie qu'un référendum pourrait être lancé en décembre. Le débat du Conseil des États n'a rien changé au budget excessif de 6 milliards de francs. Mais il y a du nouveau au sujet des affaires compensatoires. Le Conseil fédéral avait l'intention de limiter ces opérations à 60% du prix d'achat. Le Conseil des États n'a rien voulu savoir à ce sujet et a voté pour des compensations à 100%. Cela signifie que le constructeur des avions de combat qui seraient finalement achetés dans le cas d'un OUI aux urnes devrait compenser la valeur totale du contrat, c'est-à-dire 6 milliards, en octroyant des mandats en Suisse. Bref, l'industrie serait subventionnée par l'argent du contribuable. La décision en faveur d'un système de compensation à 100% révèle surtout que les politicien.ne.s de l'UDC, du PLR et du

PDC ne se soucient apparemment pas vraiment de la prétendue nécessité des avions de chasse pour la politique de sécurité. Des études montrent en effet que les affaires de compensation augmentent les prix des avions. Ainsi, si la majorité bourgeoise est favorable à davantage d'affaires de compensation, elle accepte que moins d'avions de combat puissent être achetés avec un budget de 6 milliards de francs, car ceux-ci deviendraient plus chers.

Il est clair que la stratégie du Conseil fédéral a été d'éliminer l'argument des avions de combat trop chers en raison des affaires compensatoires excessives. Il s'est avéré que les partis bourgeois ne veulent pas suivre leurs représentant-e-s du Conseil fédéral, mais préfèrent jeter l'argent des impôts par la fenêtre.

ARMÉE

Le système des taxes militaires devient plus injuste

Le développement de l'armée (DEVA) se poursuit et il touche également au système des taxes d'exemption de servir. Les hommes qui envisagent la naturalisation sont de plus en plus impactés.

Par Magdalena Küng

Le DEVA prévoit dorénavant le recrutement des hommes âgés de 19 à 24 ans. L'école de recrues doit être terminée avant l'âge de 25 ans. La taxe militaire, quant à elle, ne sera plus perçue jusqu'à l'âge de 30 ans, mais jusqu'à 37 ans et, au total, exigible durant onze ans. À première vue, cela ne semble pas particulièrement dra-

matique. Or, nous avons ici bel et bien à faire à une nouvelle chicane car, dans les faits, nombre de soldats ne peuvent pas remplir leur obligation de servir. Certains d'entre eux ne sont même pas mobilisés par l'armée en raison d'un manque de besoin. D'autres n'ont tout simplement pas le temps de se soumettre à une telle obligation, aujourd'hui dépassée. Particulièrement touchés, sont les personnes qui, en s'occupant d'enfants ou de proches malades, apportent d'ores et déjà une contribution importante à la société ou encore, ceux qui doivent répondre à des impératifs professionnels en tant qu'indépendants ou encore dirigeants ou salariés d'une

PME. De telles entreprises ne peuvent, en effet, pas être mises en veilleuse pendant plusieurs semaines.

Ce changement est particulièrement radical pour tous les hommes qui vivent en Suisse depuis des années, qui y sont peut-être nés et veulent avoir leur mot à dire en accédant à la naturalisation. Or, les personnes naturalisées doivent désormais, elles aussi, payer la taxe militaire 11 fois, mais uniquement jusqu'à l'âge de 37 ans. Le recrutement n'étant possible que jusqu'à 24 ans, l'accès au service militaire leur est impossible au-delà de cet âge. Dès lors, aux coûts de naturalisation, plus ou moins élevés selon la

commune de résidence, s'ajoute ainsi désormais la taxe d'exemption. Les personnes nées entre 1981 et 1987, et récemment naturalisées, sont les plus durement touchées. Elles deviennent également soumises au paiement des onze taxes annuelles, la législation prévoyant dorénavant que ces hommes tombent sous le coup de la nouvelle loi, s'ils n'ont pas accompli d'obligation de servir. Un père de famille de 32 ans, naturalisé à l'âge de 30 ans, devrait donc renoncer à 3% de son revenu annuel jusqu'à ses 37 ans révolus, et ce, uniquement parce que la Suisse ne veut pas se débarrasser d'un système convenant davantage au XVIIIème siècle qu'à notre société moderne.

IL Y A 30 ANS

Les scandales de 1989-1990

Le succès de l'initiative du GSsA contre l'armée en 1989 a alimenté les scandales des fiches et du P-26 ainsi que la « grève de la culture ». Par Josef Lang

La votation sur l'initiative du GSsA a eu lieu à une époque remplie de scandales. L'affaire Kopp a éclaté en 1988 et a conduit à la démission de la première Conseillère fédérale. L'avertissement qu'elle avait donné en tant que cheffe du département à son mari, qui était associé à une entreprise douteuse a révélé au grand jour les magouilles des mondes politique et économique. La commission d'enquête

CEP-DFJP, créée en janvier 1989, a alors trouvé quelque chose qu'elle n'avait même pas cherché : 900 000 fiches sur les étrangers-ères et les dissident-e-s politiques suisses ! La population n'a appris cela que deux jours avant la votation sur l'abolition de l'armée, ce qui était trop tard pour influencer le résultat. Celui-ci a cependant contribué à l'indignation de la population et a aidé les mouvements protestataires.

Fiches et P-26

Le 3 mars 1990, 35'000 personnes ont manifesté sur la Place fédérale contre l'État policier et

en faveur de la transparence. Par la suite, 300'000 personnes ont présenté des demandes de consultation des fiches. En parallèle, une collecte de signatures a été organisée pour l'Initiative « S.o.S. - pour une Suisse sans police fouineuse ». Toutefois, lorsque celle-ci a finalement été soumise au vote en 1998, elle n'a obtenu que 25 % de oui. En consultant les fiches, des officiers et des soldats ont découvert des indices qu'outre le registre du Département fédéral de justice et police, il existait probablement un registre tenu par l'armée. La CEP-DMF, créé en mars 1990, a confirmé huit mois plus tard la « surveillance militaire des activités politiques intérieures ».

Comme la CEP-DFJP, la CEP-DMF a également trouvé quelque chose qu'elle n'avait pas cherché : une organisation secrète appelée P-26 ! Le 17 novembre 1990, les parlementaires ont dénoncé le fait que celle-ci « n'était soumise à aucun contrôle démocratique » et qu'elle « représentait un danger potentiel pour l'ordre constitutionnel ». Albert Bachmann, qui tirait les ficelles de l'« organisation de résistance » fondée en 1981, était aussi l'auteur principal du Petit livre rouge de la défense

civile. Cet ouvrage, publié par le Conseil fédéral à la fin 1969, présentait des caractéristiques totalitaires et ciblait particulièrement les personnes critiques envers l'armée. L'organisation P-26, qui était également dirigée contre la gauche, fut dissoute à la fin 1990.

L'oraison funèbre de Dürrenmatt

La même année, l'hebdomadaire la Wochenzeitung a lancé une grève de la culture intitulée « Pas de culture pour l'état fouineur » pour s'opposer à la célébration de 1291-1991. Le groupe zurichois du GSsA a par la suite lancé la campagne « 700 ans, c'est assez ». Le point culminant de cet amas de scandales a été le discours prononcé par l'écrivain Friedrich Dürrenmatt en l'honneur du président tchécoslovaque Vaclav Havel le 22 novembre 1990 à Zurich. Sous le titre « La Suisse – une prison », il a réglé ses comptes avec les prisons cérébrales : « La prison n'a pas besoin de murs car ses prisonniers sont des gardiens et se surveillent eux-mêmes ». Cette idéologie a toutefois survécu aux paroles assassines de Dürrenmatt – en tant qu'idéologie de parti de l'UDC.

INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

Qu'est-ce qui fera la différence ?

L'année 2020 sera véritablement l'année des campagnes. En plus des référendums contre les avions de combat et contre le durcissement des conditions d'accès au service civil, nous essaierons de convaincre la population de voter en faveur de notre initiative contre le commerce de guerre. Avant de nous lancer dans cette campagne, penchons-nous sur deux éléments qui seront certainement déterminants.

Par Thomas Bruchez

Le rôle du mouvement pour le climat

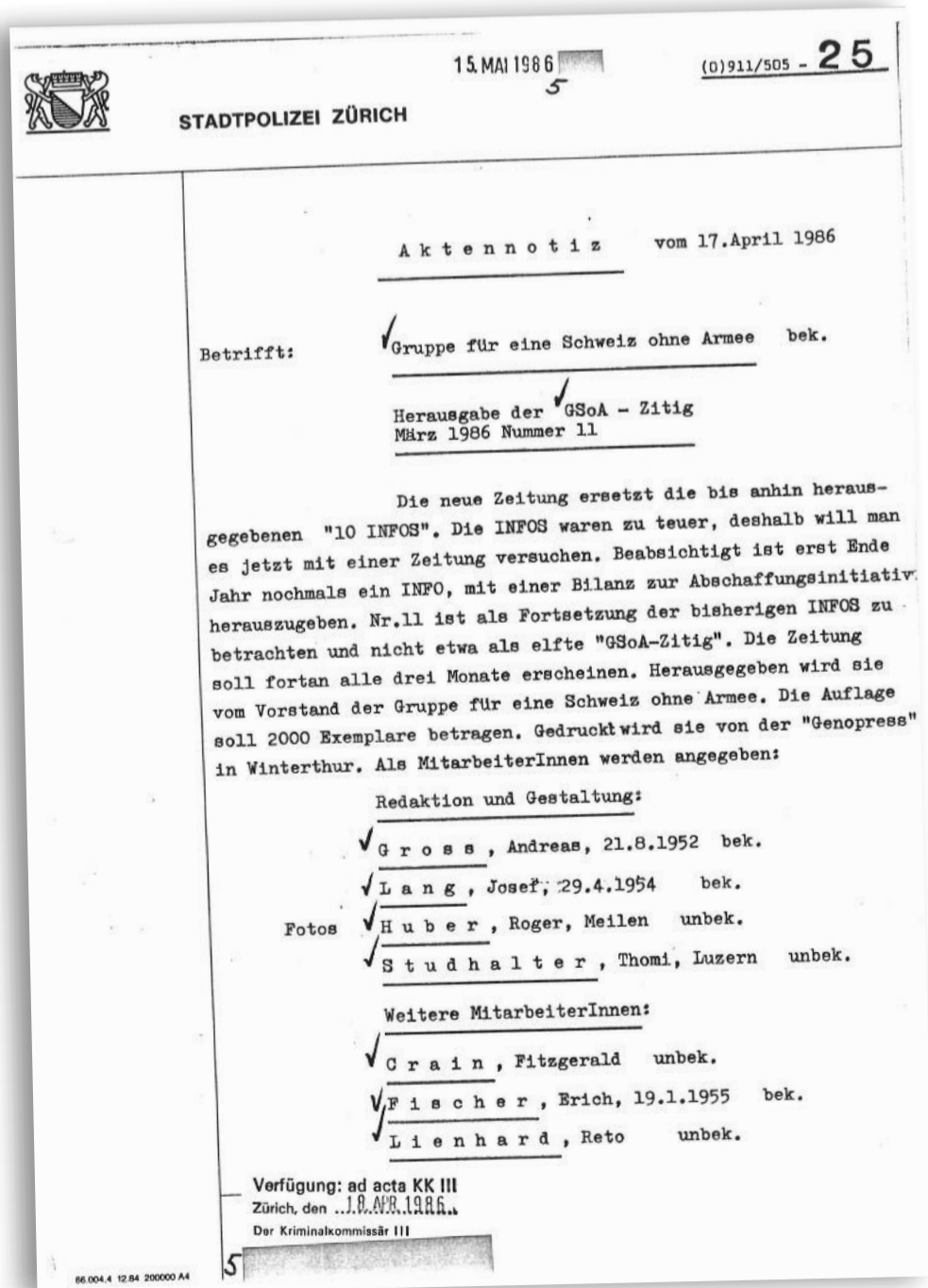
Depuis décembre 2018, des dizaines de milliers de personnes manifestent mois après mois pour le climat. Ces manifestations ont eu un impact important sur la politique suisse forçant l'ensemble des partis à revoir leur position sur cet enjeu. Au moyen de ses revendications, le mouvement a aussi remis au centre de l'attention la question de ce qu'il advient de notre argent placé à la banque ou cotisé auprès des caisses de pension (2e pilier). Ainsi, les activistes pour le climat ne veulent pas que leur épargne serve aux industries actives dans les énergies fossiles. De là à notre initiative, il n'y a qu'un pas, d'autant plus que la production et l'utilisation de matériel de guerre ont des conséquences extrêmement néfastes pour l'environnement. Des

activistes pour le climat se sont déjà rangé-e-s à nos côtés en s'opposant à l'achat de nouveaux avions de combat, pourquoi ne pas reproduire l'expérience ?

Profiter de l'engouement pour l'initiative correctrice

En 2 mois, entre décembre 2018 et février 2019, nous avons récolté plus de 100'000 signatures pour interdire les exportations d'armes vers les pays en guerre civile, avant de finalement déposer l'initiative correctrice en juin. Cette récolte record n'a pas été le fruit d'un investissement acharné d'une poignée de militant-e-s mais celui d'une large mobilisation au sein de la population suisse. Cette large mobilisation témoigne d'une prise de conscience quant au fait que derrière son rôle modèle de pays neutre à tradition humanitaire, la Suisse cache des affaires bien moins étonnantes. Si la population s'est indignée face aux exportations d'armes, pourquoi ne pas faire de même face au financement de matériel de guerre ?

En somme, la campagne est encore longue mais le contexte est favorable. Tout commencera dans quelques semaines avec le passage de l'initiative devant le Parlement. Tout se finira l'année prochaine dans les urnes, avec, nous l'espérons, une victoire !



Extrait des fiches au journal du GSsA entre autres.

SECRETARIAT DE BERNE

Au revoir Nicolas, bienvenue Kishor

Après environ un an et demi passé au sein du GSsA, Nicolas Félix quittera son poste de secrétaire politique à la fin de l'année. Kishor Paul le remplacera dans l'équipe bernoise. Par Moritz Lange

Nicolas a fortement contribué à la réorganisation du groupe régional de Berne grâce à son énergie et son sens du devoir. Il était, de plus, l'organisateur de la marche de Pâques. Sa volonté de tout comprendre dans les moindres détails lui a permis d'améliorer la qualité du travail fourni par le GSsA. Il a également su canaliser l'enthousiasme généré par de nouvelles idées et a réussi à en faire naître des pro-

jets et des tâches concrets. Nicolas était toujours prêt à donner un coup de main si quelqu'un en avait besoin. Lors du déménagement des locaux du GSsA, il nous a aidé à garder notre calme et a mis de l'ordre dans le chaos. Malheureusement, il nous quittera à la fin de l'année pour élargir ses horizons. Nous sommes curieux de découvrir quels seront les prochains projets de cet étudiant en philosophie ! Heureusement, Nicolas ne disparaîtra pas complètement car il participera à l'organisation de la prochaine marche de Pâques. Nous espérons bien sûr qu'il continuera à être un membre actif du groupe régional, du comité du GSsA et à nous apporter son aide pour les collectes de signatures.

Kishor Paul, dit Kish, est le nouveau membre du secrétariat de Berne. Étudiant en histoire et en sciences politiques, il a déjà travaillé au sein d'organisations humanitaires privées, de groupes politiques et d'ONG. Jusqu'à fin octobre, il a travaillé pour le PS dans le cadre de la campagne pour les élections fédérales. Kish reprendra les fonctions de Nicolas, c'est-à-dire l'organisation de la marche de Pâques et des événements du groupe régional de Berne. Son grand réseau lui sera certainement d'une grande aide pour cela.

Nicolas, nous te souhaitons beaucoup d'expériences et d'aventures intéressantes, peu importe où elles te mèneront. Kish, nous nous réjouissons de t'accueillir dans l'équipe du secrétariat !



Kishor Paul – nouveau secrétaire au secrétariat de Berne

GREGOR.

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

Rédaction : Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Jean Burgermeister (jb), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Judith Schmid (js, verantwortlich), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.–	
	Kit de survie				Fr. 60.–	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.–	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.–	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.–	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.–	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail